Entretien Davide Gonzaga

1) Commençons par le titre de votre livre. S'il y a quelques années vous souteniez que nous étions « au bord du gouffre », maintenant nous avons dépassé cette limite, et avec « la fin de la souveraineté » l'état-nation, avec ses stables repères, n'existe plus ? Est-ce que nous vivons désormais irrémédiablement dans un monde postmoderne ?

Si l'on considère que l'Etat-nation a été la forme politique la plus caractéristique de l'époque de la modernité, alors on peut dire que nous sommes en effet entrés dans la postmodernité. L'Etat-nation était déjà en crise dans les années 1930, ainsi que Carl Schmitt l'avait remarqué. Au cours des dernières décennies, il a été progressivement dépossédé de sa souveraineté dans tous les domaines : souveraineté politique en raison de sa dépendance vis-à-vis des marchés financiers, souveraineté économique en raison de l'emprise des firmes transnationales, souveraineté militaire en raison de l'existence de l'OTAN, souveraineté monétaire en raison de la création de l'euro, souveraineté budgétaire en raison des exigences du Mécanisme européen de stabilité (MES).

Tout cela ne serait pas grave si la souveraineté enlevée aux Etats s'était trouvée reportée et affirmée avec encore plus de force à un niveau supranational. Mais il n'en a rien été : la souveraineté a disparu dans une sorte de « trou noir ». Le résultat est que les souverainetés nationales ne sont plus qu'un souvenir, tandis que la souveraineté européenne est plus que jamais introuvable. La seule véritable souveraineté qui existe aujourd'hui est celle du système de l'argent.

2) Dans le premier chapitre, Professeur, vous abordez le sujet de la mondialisation.

Pouvez-vous nous expliquer à quoi vous vous referez avec ce terme et pourquoi c'est si important d'en tenir compte aujourd'hui pour comprendre les déroulements du capitalisme et le rôle que les Etats ont assumé ces dernières années par rapport à elle ?

On distingue habituellement la mondialisation (ou globalisation) culturelle, la mondialisation technologique, la mondialisation financière, la mondialisation sociale, etc. En réalité, toutes ces formes de mondialisation dérivent de la mondialisation économique et financière, pour la simple raison que l'élément économique est nécessairement l'élément dominant d'une société de marché, et que pour les libéraux, seule l'économie comprise comme libre confrontation des intérêts de chacun est à même de réguler les rapports entre les individus. La mondialisation est donc à comprendre avant tout comme une tendance à l'interdépendance globale et à l'interconnectivité généralisée, en premier lieu pour ce qui concerne les marchés. La mondialisation tend à intégrer les marchés locaux dans un grand marché planétaire en supprimant les mesures de protection dont ils jouissaient auparavant et en les soumettant à la concurrence internationale. La mondialisation, en d'autres termes, n'est rien d'autre que le processus

géohistorique d'expansion progressive du capitalisme à l'échelle mondiale, l'expansion planétaire du principe du libre marché.

3) Pendant ces années, l'un des sujets forts qui a entravé les économies de quelques états de l'UE a été certainement la dette publique. Comment il était possible, à votre avis, que ces pays ont été obligés à adopter des politiques de rigueur avec une profonde réduction des dépenses publiques pour la santé, l'éducation, les services sociaux, les transports et, malgré cela, non seulement le gouffre de la dette publique n'a pas tendance à diminuer, mais même il augmente ?

En ce qui concerne cette tendance, il y a des précises responsabilités ? Est-ce qu'on peut identifier des causes pour tout cela ?

La politique de la dette est une politique usuraire, dont la cause première est l'indépendance que l'on a accordée aux banques centrales. A partir de 1973, au motif de lutter contre l'inflation, les Etats se sont eux-mêmes interdit d'emprunter de l'argent à leurs banques centrales (Banque de France, Banque d'Italie, etc.), qui leur en prêtaient jusque là à des taux faibles ou nuls. Pour financer leurs déficits, les Etats se sont ainsi placés d'eux-mêmes sous la dépendance d'établissements bancaires et de marchés financiers qui leur prêtent de l'argent à des taux beaucoup plus élevés (alors que ces établissements bancaires peuvent, eux, s'approvisionner à un taux très faible auprès des banques centrales). L'indépendance de la Banque centrale européenne (BCE) est venue couronner le tout.

Bien entendu, les banques exigent un taux d'intérêt d'autant plus élevé qu'elles estiment que les économies nationales sont en mauvais état. Pour obtenir des taux d'intérêt plus bas, les Etats se soumettent donc aux exigences des organisations internationales qui, conformément à la doctrine libérale, pensent que le redressement des finances publiques passe par des « cures d'austérité ». En réalité, c'est le résultat contraire que l'on observe. Les politiques d'austérité entraînent une baisse du pouvoir d'achat, donc de la demande, donc de la consommation, donc de la production, et par suite une hausse du chômage, de la désindustrialisation et du nombre des délocaliosations. En fin de compte, les rentrées fiscales diminuent au lieu d'augmenter. Pour acquitter leurs dettes, les Etats doivent alors continuer d'emprunter au secteur privé, ne serait-ce que pour financer les intérêts de ces dettes. Ces emprunts nouveaux alourdissent à nouveau la dette, en même qu'ils font encore augmenter les intérêts. La France, par exemple, doit emprunter chaque année 50 milliards d'euros à seule fin de rembourser les intérêts de sa dette (c'est le plus important budget de l'Etat après l'Education nationale !). On s'engage ainsi dans un cycle sans fin.

4) L'explosion de la bulle financière, causée par la crise des subprimes, a eu des conséquences si graves pour l'économie réelle que les gouvernements de la zone Euro ont signé un traité pour établir le Mécanisme Européenne de Stabilité (MES) et le TSCG, qui oblige les états à atteindre des rapports très stricts entre PIB et dette publique. Au-delà des aspects techniques de ces mesures, quelle est le rapport qui caractérise ces dispositions, qui ont été présentées comme nécessaires par les autorités de l'UE ?

Les dispositions du Mécanisme européen de stabilité (MES) visent à imposer à tous les Etats les mêmes règles en matière d'endettement et de déficit budgétaire, règles qui

sont pratiquement inapplicables parce que, dans la plupart des pays européens, leur mise en œuvre aboutirait à un renforcement des politiques d'austérité qui serait politiquement et socialement insupportable.

5) Ces dernières années, de Grèce jusqu'à l'Italie, des gouvernements à caractère technique se sont succédés et ils ont tous établi l'austérité comme condition essentielle de toute décision. En fait, cette politique économique à crée pauvreté et chômage (surtout parmi les jeunes), a entrainé la fermeture de milliers d'entreprises (avec des chiffres qu'on registre généralement après une guerre), a comporté la réduction des dépenses publiques et imposé des reformes du marché du travail, en effaçant de cette façon les droits conquis avec années de luttes sociales. Tout cela au nom du dogme libéral selon lequel les marchés, puisque « intrinsèquement » efficaces, ramèneront vers le haut, tôt ou tard, la croissance de l'économie des pays qui se trouvent actuellement dans une grave crise économique et sociale. Mais entre-temps, le mécontentement à l'égard de l'euro, l'ennemi à renverser, augmente. A votre avis, la sortie de l'euro serait la solution pour sortir de cette crise ?

Je suis assez partagé sur ce point. La création d'une monnaie unique n'était pas en soi une mauvaise idée, d'autant que l'on pouvait espérer que l'euro s'imposerait progressivement comme une monnaie de réserve internationale par rapport au dollar. Le problème est que l'Allemagne a exigé (et obtenu) que la valeur de l'euro soit fixée au même niveau que l'ancien mark, ce qui le rendait par avance inutilisable par les pays dont le niveau économique se situait nettement en dessous de celui de l'Allemagne. Or, une même monnaie ne peut tout simplement pas être utilisée comme monnaie nationale par des pays de niveaux économiques totalement différents. Même par rapport au dollar, on constate aujourd'hui que l'euro est surévalué. Dans ces conditions, l'instauration de l'euro ne pouvait qu'aggraver les effets de la crise financière de 2008 et de la montée vertigineuse de l'endettement public que cette crise a entraînée. Cependant, il faut quand même remarquer que les pays européens qui n'ont pas adopté l'euro, comme la Grande-Bretagne, ne se trouvent pas aujourd'hui dans une situation meilleure (pour ne rien dire des Etats-Unis, dont la dette et les déficits commerciaux ont atteint un niveau phénoménal, alors que la Réserve fédérale possède en matière de création d'argent des moyens que la BCE ne possède pas).

Un retour aux monnaies nationales, assorti d'une dévaluation de ces monnaies, pourrait aider à sortir de l'impasse. Mais il pourrait aussi provoquer une brusque inflation, dont il est difficile de mesurer l'ampleur. La dette publique restant libellée en euros, cette dette serait également encore alourdie. Un pays qui sortirait unilatéralement de l'euro se retrouverait en outre assez isolé. Il en irait différemment si plusieurs pays décidaient en même temps de sortir de l'euro, mais on ne voit pas très bien dans l'immédiat quels pays seraient résolus à le faire. Une autre solution serait une dévaluation de l'euro, mais la BCE n'en veut pas. Enfin, il va de soi que l'abandon de l'euro ne changerait rien à la nature profonde du système capitaliste. En tout état de cause, si la monnaie unique venait à disparaître, je pense qu'il faudrait conserver l'euro comme monnaie commune pour les échanges financiers avec les pays non européens.

6) Rôle subalterne des parlements nationaux ainsi que du Parlement européen par rapport à la Commission européenne et aux lobbys de la finance. Dépression économique. Chômage de masse, surtout juvénile.

D’une part, une colère folle semble apparaitre avec la prévalence qu’une sorte de sombre résignation. Peut-être parce que ce qui manque est le sentiment de confiance dans le lien de la communauté que la société de marché et l’individualisme dominant ont contribué à affaiblir, ou même à rompre complétement. De l’autre, on a vu naitre des partis ou des nouveaux mouvements politiques que la presse à toute de suite étiqueté comme « populistes ». En France, le FN de Marine Le Pen, en Angleterre le UKIP de Nigel Farage, en Italie le M5S (Mouvement 5 étoiles) et la Ligue du Nord elle-même. Quelle est votre opinion sur ces phénomènes ?

L’apparition et le succès des mouvements « populistes » en Europe est la conséquence directe d’une crise générale de la démocratie représentative, dont les causes sont l’effacement du clivage droite-gauche et la mise en place d’une Nouvelle Classe coupée du peuple. Au cours des dernières décennies, les gens ont vu se succéder des gouvernements « de droite » et « de gauche » qui pratiquaient la même politique et ne parvenaient pas plus les uns que les autres à résoudre les problèmes du moment. Parallèlement, la mondialisation a accéléré l’immigration, le chômage, les délocalisations, déclenchant ainsi une succession de « paniques morales ». Constatant que les grands partis classiques ne les représentent plus, que l’alternance a remplacé l’alternative, le peuple s’est détourné de la Nouvelle Classe. Certains se sont réfugiés dans l’abstention, d’autres se sont tournés vers les mouvements « populistes », considérés comme la « dernière chance ».

Mais il faut aussi souligner que, du point de vue de la science politique, le « populisme » est aussi devenu une catégorie fourre-tout, un « mot-valise », en même temps qu’une sorte d’objet répulsif. En réalité, le populisme n’est pas une idéologie, mais un style. Ce style peut s’associer aux orientations idéologiques les plus variées. Si l’on regarde de près les différents mouvements que vous citez, on constate d’ailleurs qu’au-delà de ce qu’ils peuvent avoir en commun, il y a aussi entre eux de très profondes différences. Le Front national, en France, a par exemple un programme économique et social nettement « orienté à gauche », tandis que la plupart des autres partis populistes sont résolument partisans de l’économie capitaliste libérale. De même, le FN est farouchement jacobin et antirégionaliste, alors que la Lega Nord et le Vlaams Belang en Belgique professent des opinions rigoureusement inverses. On pourrait donner beaucoup d’autres exemples.

7) Dans un chapitre très riche et fondamental de votre livre, vous reconstituez, de façon très efficace, tant d’un point historique et économique, les étapes d’un processus qui devrait emmener à la naissance du Marché Mondial Transatlantique.

Pouvez-vous nous expliquer pourquoi c’est si important et si dangereux ?

Le 14 juin 2013, les gouvernements des Etats membres de l’Union européenne ont officiellement donné mandat à la Commission européenne pour négocier avec le gouvernement américain la création d’un grand marché commun transatlantique, qui a reçu le nom de Partenariat transatlantique de commerce et d’investissements (*Trasantlantic Trade and Investment Partnership*, TTIP). Depuis, la négociation se poursuit sans que le grand public en soit informé. L’objectif est de mettre en place, en procédant à une déréglementation généralisée, une gigantesque zone de libre-échange,

correspondant à un marché de plus de 800 millions de consommateurs, à la moitié du PIB mondial et à 40 % des échanges mondiaux. C'est pour les Européens, qui se retrouveraient ainsi liés de façon définitive aux Etats-Unis d'Amérique, une menace redoutable pour au moins deux raisons.

La première est que le TTIP se fixe pour objectif, non seulement de supprimer les droits de douane (ce qui réduirait à néant tout espoir d'instaurer un protectionnisme européen), mais aussi d'abattre ce qu'on appelle les « barrières non tarifaires » (BNT), c'est-à-dire l'ensemble des réglementations censées représenter des « entraves » à la liberté du commerce. En clair : les normes constitutionnelles, légales et réglementaires qui, dans chaque pays, seraient susceptibles d'entraver une liberté commerciale érigée en liberté fondamentale. L'accord prévoit que, dans tous les domaines, la règle sera s'aligner sur le « plus haut niveau de libéralisation existant », ce qui veut dire que la « convergence » se fera par l'alignement des normes européennes sur les normes sociales, salariales, environnementales, sanitaires en vigueur aux Etats-Unis. Dans le domaine agricole, cela devrait entraîner l'arrivée massive sur les marchés européens des produits à bas coûts de l'agrobusiness américain : bœuf aux hormones, volailles lavées à la chlorine, OGM (organismes génétiquement modifiés), animaux nourris avec des farines animales, etc. Toutes les normes sanitaires européennes pourraient ainsi être condamnées comme « barrières commerciales illégales ».

Seconde menace : la mise en place d'un mécanisme d'« arbitrage des différends » entre Etats et investisseurs privées. Ce mécanisme dit de « protection des investissements » doit permettre aux entreprises multinationales et aux sociétés privées de traîner devant un tribunal *ad hoc* les Etats ou les collectivités territoriales qui feraient évoluer leur législation dans un sens jugé nuisible à leurs intérêts ou de nature à restreindre leurs bénéfices, afin d'obtenir des dommages et intérêts. Le différend serait arbitré de façon discrétionnaire par des juges ou des experts privés, en dehors des juridictions publiques nationales ou régionales, et selon le droit américain. Le montant des dommages et intérêts serait potentiellement illimité (c'est-à-dire qu'il n'y aurait pas de limite aux pénalités qu'un tribunal pourrait infliger à un Etat au bénéfice d'une multinationale), et le jugement rendu ne serait susceptible d'aucun appel.

8) Pour conclure, c'est désormais un lieu commun d'affirmer la supériorité de l'Economie par rapport à la Politique. Toutefois, la Politique n'identifie pas seulement l'activité des gouvernements, parlements et partis, mais aussi et surtout la fonction politique et stratégique en général. Du reste, le fait même qu'on parle de « suprématie » de l'Economie soulève la question de la fonction politique de l'Economie et donc, aujourd'hui, du rôle stratégique des grands groupes financiers.

En Italie, c'était un théoricien de formation marxiste (bien que ça semble paradoxal), Gianfranco La Grassa, celui qui a élaboré une théorie fondée sur la nécessité de dépasser une perspective économiste réductrice et fourvoyant, pour comprendre la décisive fonction politique des « stratèges du capital » de la puissance prédominante.

Vous êtes d'accord avec l'importance de la fonction politique-stratégique de l'Economie, comme une sorte de Politique, en même temps mystifiée et mystifiante ?

Je l'ai déjà dit plus haut : la seule souveraineté qui existe encore aujourd'hui est celle du système financier. C'est dire à quel point l'économique a pris le pas sur le politique. Mais vous avez raison de souligner que l'économie a aussi une fonction stratégique, dont

les conséquences sont inévitablement politiques. Gianfranco La Grassa est en effet de ceux qui ont sérieusement étudié cette question, notamment dans *Gli strateghi del capitale* (2006), *L'altra strada. Per uscire dall'impasse teorica* (2013), etc., mais il n'est pas le seul. Pour l'Italie, on pourrait également citer le nom de mon ami Costanzo Preve, philosophe néomarxiste récemment décédé. En Allemagne, les travaux de Robert Kurz sur la « critique de la valeur » (*Wertkritik*) méritent eux aussi d'être étudiés et médités. Cet aspect « stratégique » est d'autant plus important que la Forme-Capital, aujourd'hui plus que jamais confrontée au problème de « dévalorisation de la valeur », est toujours à la recherche de voies nouvelles lui permettant d'aller toujours plus loin dans le processus de suraccumulation du capital financier qui est sa raison d'être.